

# Bataille sur l'avenir du glyphosate en Europe

La volonté de la Commission européenne de renouveler l'autorisation de l'herbicide se heurte à une forte opposition

**V**otera, votera pas? La Commission européenne espérait expédier l'affaire sans fracas et faire adopter par les Etats membres, au cours de la réunion du Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et de l'alimentation animale, prévue lundi 7 et mardi 8 mars, un renouvellement de l'autorisation du glyphosate, celle-ci expirant fin juin en Europe. Dans un projet de décision, dont *Le Monde* a obtenu copie, Bruxelles prévoyait une remise en selle de ce désherbant – principe actif du célèbre Roundup de Monsanto – jusqu'en 2031.

Mais la semaine écoulée a vu la polémique s'intensifier sur la dangerosité de cette substance, la plus utilisée au monde, et contrarier les projets de Bruxelles. Au point que nul ne semble savoir si la réunion des 7 et 8 mars scellera, ou non, l'avenir de l'herbicide. «*Ce qui est sûr, c'est qu'il y aura discussion sur le glyphosate* [les 7 et 8 mars en comité], dit un porte-parole de l'exécutif européen. *Mais nous ne sommes pas sûrs que le vote se tiendra.*»

La Commission s'appuie sur l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). Celle-ci, dans un avis rendu le 12 novembre 2015, estime «*improbable*» que le glyphosate soit cancérigène pour l'homme. Les demandes d'interdiction du produit reposent, elles, sur un autre avis, diamétralement opposé, rendu en mars 2015 par le Centre inter-

national de recherche sur le cancer (CIRC) – l'agence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Pour le CIRC, le glyphosate est un «*cancérogène probable pour l'homme*», mutagène (toxique pour l'ADN) et cancérigène pour l'animal.

## Mobilisation de la société civile

Devant ce désaccord, ce sont d'abord des députés européens qui ont demandé le report de la décision. A Strasbourg, quatre groupes parlementaires de gauche ont écrit, le 3 mars, au commissaire européen à la santé, Vytenis Andriukaitis, lui demandant de «*reporter toute décision, au moins jusqu'à ce que le Parlement européen prenne une position formelle sur le sujet*», après «*un examen approfondi*» du dossier. Le lendemain, la ministre française de l'environnement, Ségolène Royal, surprenait tous les observateurs en annonçant que la France s'opposerait à la proposition de Bruxelles. «*La déci-*

*sion proposée est une nouvelle autorisation pour quinze ans*, dit M<sup>me</sup> Royal au *Monde*. *La France s'alignera sur la Suède pour dire non.*» Les Pays-Bas ont de leur côté annoncé que si le vote était maintenu les 7 et 8 mars, ils voteraient contre le renouvellement.

Ces réticences font suite à une intense mobilisation de la société civile. Des pétitions lancées par les organisations non gouvernementales (ONG) Avaaz et Greenpeace, demandant l'interdiction du glyphosate, ont rassemblé plus d'un million et demi de signatures. En France, des associations traditionnellement peu engagées dans la lutte pour la protection de l'environnement, comme la Ligue contre le cancer, ont également appelé à la fin du glyphosate. D'autres ONG européennes – les Amis de la Terre, Générations futures, Pesticide Action Network, etc. – ont annoncé le 3 mars le dépôt d'une plainte devant un tribunal viennois contre l'EFSA et la vingtaine d'industriels commercialisant des pesticides contenant du glyphosate pour «*fraude réglementaire*» et détournement des procédures en vigueur pour l'évaluation du risque.

La discordance entre l'EFSA et le CIRC a conduit de nombreux scientifiques à examiner le dossier en détail. Pour une part, les divergences s'expliquent par les méthodologies des deux organismes. L'EFSA a pris en compte les études réalisées par les industriels eux-mêmes, et tenues confidentielles. Au contraire, le CIRC n'a tenu

## Le glyphosate entre dans la composition de plus de 750 produits phytosanitaires

compte que des études sur le sujet – environ un millier – publiées dans la littérature scientifique.

Mais pour certains, la différence des corpus évalués par le CIRC et l'EFSA n'explique pas tout. Conduits par Christopher Portier, conseiller du CIRC, ancien directeur du National Center for Environmental Health américain et l'un des papes de la cancérogénèse, une centaine de toxicologues, d'épidémiologistes et de biologistes ont écrit fin novembre 2015 au commissaire européen à la santé, estimant l'avis de l'EFSA «*trompeur*», fondé sur une démarche «*scientifiquement inacceptable*». Une virulence rare dans l'entre-soi des experts – réitérée dans un article publié le 3 mars par le *Journal of Epidemiology and Community Health*.

## Enjeux économiques

De leur côté, les industriels assurent que le glyphosate est sûr et qu'il est, dans tous les cas, moins problématique que les autres herbicides disponibles. Les enjeux économiques sont en outre considérables. Le glyphosate n'est pas seulement le principe

actif du Roundup : selon les données colligées par l'OMS, il entre dans la composition de plus de 750 produits phytosanitaires, commercialisés par environ 90 fabricants répartis dans une vingtaine de pays.

De plus, il est la pierre angulaire de la stratégie de développement des biotechnologies, la grande majorité des plantes transgéniques étant modifiées pour le tolérer et rendre ainsi plus simple son épandage. Ces dernières années, l'adoption rapide des cultures OGM dites «*Roundup Ready*» (résistantes au Roundup) et apparentées a tiré vers le haut la production mondiale de glyphosate : de 600 000 tonnes en 2008, elle atteignait 720 000 tonnes en 2012.

Au-delà d'une controverse sur la dangerosité d'un pesticide, l'affaire cristallise la crise de confiance actuelle dans le système européen d'évaluation et de gestion des risques sanitaires et environnementaux. La Commission a ainsi été condamnée le 16 décembre 2015 par le Tribunal de l'Union européenne pour son inaction sur le dossier des perturbateurs endocriniens. Deux mois plus tard, le médiateur européen, dans une décision sévère, fustigeait le laxisme bruxellois en matière d'autorisation des pesticides. M<sup>me</sup> Royal et M. Andriukaitis en ont d'ailleurs convenu lors d'une récente entrevue : il faut changer les règles de fonctionnement du système. ■

STÉPHANE FOUCAULT

## LES DATES

### 2015

**20 mars** Le Centre international de recherche sur le cancer, une agence de l'Organisation mondiale de la santé, classe le glyphosate «*cancérogène probable pour l'homme*».

**12 novembre** L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) estime «*improbable*» le potentiel cancérigène du glyphosate.

**27 novembre** Une centaine de scientifiques écrivent à la Commission européenne pour protester contre l'avis de l'EFSA.

### 2016

**18 février** Le médiateur européen dénonce le laxisme de Bruxelles dans les autorisations de mise sur le marché des pesticides.

**7 et 8 mars** Réunion du Comité permanent de la chaîne alimentaire et des denrées animales, avec le glyphosate à l'ordre du jour

## « La décision proposée est une autorisation pour quinze ans. La France s'alignera sur la Suède pour dire non »

SÉGOLENE ROYAL  
ministre de l'environnement

## CONCOURS HCR-LE MONDE

Appel à candidatures d'étudiants en journalisme

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) invite les étudiants en journalisme, dans le cadre d'un concours qu'il organise en partenariat avec *Le Monde*, à écrire un article sur le thème de :

### Mes nouveaux voisins : regards croisés sur l'accueil de réfugiés

Le lauréat se verra offrir la possibilité de se rendre sur le terrain pour découvrir l'une des missions du HCR. Son article sera publié dans *Le Monde*.

La date limite d'inscription à ce concours est fixée au 1<sup>er</sup> avril 2016. La date limite de dépôt, par voie électronique, des articles est fixée au 4 juin 2016 (minuit).

Les articles seront jugés en fonction de la pertinence de l'histoire et du style, de l'objectivité, de la perspicacité ainsi que de la précision des termes employés dans la rédaction ainsi qu'à travers une approche originale de cette thématique.

- \* Tous les articles devront être exclusivement réalisés par des étudiant(e)s et ne pas être des plagiat. Un plagiat entraînera une disqualification immédiate.
- \* Les copyrights de tous les articles demeureront l'entière propriété de leurs auteur(e)s. En présentant un article à ce concours, les participant(e)s autorisent le journal *Le Monde* à en reproduire tout ou partie, y compris dans les publications de son groupe de presse.
- \* *Le Monde* et le HCR n'accepteront pas les articles arrivés au-delà de la date précisée ci-dessus.
- \* La sélection sera faite à la fois par des journalistes du quotidien *Le Monde* et par des représentants du HCR en France. La décision sera rendue au plus tard le 15 juin 2016 et le ou la lauréat(e) sera contacté(e) sitôt connu le résultat.
- \* La décision du jury sera sans appel.
- \* Le ou la lauréat(e) pourra se voir solliciter pour participer à une campagne publicitaire de ce concours (photos, interview...).
- \* Un séjour d'une semaine sur le terrain dans le cadre d'une mission du HCR et au sein de ses équipes sera offert au ou à la lauréat(e). Il devra être organisé (en fonction de la situation sur le terrain) avant la fin de l'année pendant laquelle s'est déroulé le concours. Le ou la lauréat(e) devra être apte à voyager dans des pays particulièrement sensibles en termes, notamment, de sécurité, de situation humanitaire et sanitaire. Il ou elle doit maîtriser l'anglais (lu, écrit, parlé). Les formalités de voyage telles que visa et vaccinations et autres plus spécifiques, en fonction du pays retenu, restent à la charge du ou de la lauréat(e).
- \* Les dates de la mission seront discutées avec le ou la lauréat(e) en fonction de sa scolarité et de ses examens.
- \* La participation au concours implique l'acceptation des règles énoncées ci-dessus, au moment de l'inscription, qui se fera par courriel, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2016, auprès des responsables désignés ci-dessus. Tout manquement entraînera une élimination d'office.
- \* Tout dossier arrivé incomplet sera automatiquement éliminé.

### LE DOSSIER DE PARTICIPATION COMPRENDRA IMPÉRATIVEMENT, POUR ÊTRE RETENU :

- \* Le nom et l'adresse de l'école ou de l'institut d'inscription du ou de la candidat(e).
- \* Une fiche signée par les responsables de l'école ou de l'institut confirmant l'inscription du ou de la candidat(e).
- \* Le nom et l'adresse personnelle du ou de la candidat(e).
- \* L'article de 5 500 signes rédigé exclusivement par le ou la candidat(e).
- \* Une cession des droits, à titre gracieux, pour une première publication de l'article dans *Le Monde*, dans l'hypothèse où il serait primé.
- \* Le nom du pays où le ou la candidat(e) souhaiterait partir en mission avec le HCR dans l'hypothèse où il/elle gagnerait le concours. Ce choix sera accompagné d'une explication d'un maximum de 10 lignes (800 signes).
- \* Il n'y aura qu'une seule adresse de contact.



Malicie : Des jeunes réfugiés s'amusent à se peindre à la peinture de leur nouvelle maison dans une petite ville. © UNHCR/Mark Henley

### LES RÈGLES DE PARTICIPATION :

- \* Le ou la candidat(e) doit être âgé(e) de 18 ans et plus ; il/elle doit étudier le journalisme dans une université, une école ou un institut français en France, reconnu par la commission de la carte des journalistes.
- \* Il/elle doit être en dernière année d'études dans son établissement.
- \* Les salariés, contractuels ou personnes directement ou professionnellement liés à des employés du HCR ou du journal *Le Monde* ne peuvent pas participer à ce concours.
- \* Le ou la candidat(e) doit présenter un seul article.
- \* Son article doit avoir pour thème *Mes nouveaux voisins : regards croisés sur l'accueil de réfugiés*.
- \* Il ne doit pas excéder 5 500 signes et doit être soumis au jury uniquement par voie électronique aux adresses suivantes : [concourshcr-lemonde@unhcr.org](mailto:concourshcr-lemonde@unhcr.org) ou [concourshcr-lemonde@lemonde.fr](mailto:concourshcr-lemonde@lemonde.fr). La date limite de réception des articles est fixée au 4 juin 2016 minuit. Chaque article précisera le nom, l'adresse, le téléphone et l'adresse courriel de l'auteur(e).

**CONTACT HCR**  
Céline Schmitt  
Partenaire chargé de l'information publique  
Fadma Moutaz  
Assistante chargée de la communication et de l'information  
[concourshcr-lemonde@unhcr.org](mailto:concourshcr-lemonde@unhcr.org)

**CONTACT LE MONDE**  
Christine Laget  
Secrétaire général de la rédaction  
[concourshcr-lemonde@lemonde.fr](mailto:concourshcr-lemonde@lemonde.fr)

**UNHCR**  
The UN Refugee Agency

**Le Monde**

## Paris se prépare à la « crue du siècle »

La capitale organise, du 7 au 18 mars, une vaste simulation de gestion d'une inondation identique à celle de 1910

**D**ans les prochaines heures, la hauteur de la Seine au pont d'Austerlitz, à Paris, est susceptible de passer au-delà de 7,2 m. Circulation normale sur les réseaux TER, mais trafic interrompu sur la ligne C du RER et fortement perturbé sur les lignes A et B. Nombreux tronçons routiers et ponts impraticables ou inaccessibles en Essonne, en Seine-et-Marne et en Seine-Saint-Denis. Hôpitaux de Créteil et de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) privés d'électricité. Centre d'incinération d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) hors d'usage, les collectes de déchets ménagers doivent être détournées...

À la Préfecture de police de Paris, dans les communes bordant la Seine et la Marne, chez les opérateurs téléphoniques, dans les hôpitaux... partout, depuis ce lundi 7 mars, au rythme des bulletins de situation diffusés au fil de la montée des eaux, l'effervescence s'accroît pour limiter les dégâts, maintenir l'activité des services vitaux et organiser la protection des Franciliens.

C'est au scénario catastrophe d'une crue centennale identique ou supérieure à la grande crue de 1910 que Paris se prépare. Du 7 au 18 mars, avec le soutien de l'Union européenne, la Préfecture de police organise un exercice grandeur nature de gestion de crise, baptisé «*EU Sequana 2016*».

Une opération hors norme à laquelle prendront part 87 institutions et entreprises (Assistance publique-Hôpitaux de Paris, EDF, RATP, SNCF, Orange, Veolia...), mais aussi six communes, l'ensemble des ministères et l'armée. Elle mobilisera dans cinq départements 150 policiers et 900 sapeurs, dont certains viendront

## La crue centennale affectera près de 5 millions d'habitants d'Ile-de-France

d'Italie, d'Espagne, de Belgique et de République tchèque.

Certes, il ne s'agit que de simulation, pour l'instant. Aujourd'hui, si la population ne veut y croire, le scénario d'une crue centennale de la Seine se reproduira, c'est une certitude. Une telle crue affectera directement ou indirectement près de 5 millions d'habitants d'Ile-de-France, dont 500 000 à évacuer, et pourrait causer, selon un diagnostic publié au début de 2014 par l'Organisation de coopération et de développement économiques, jusqu'à 30 milliards d'euros de dommages directs. La seule incertitude : quand cela arrivera-t-il ?

### Baucoup d'imprévus

«*Hors attentat, le risque d'inondation constitue le premier risque majeur susceptible d'affecter l'Ile-de-France. Car il concerne tous les réseaux structurants : eau, transports, santé, énergie, téléphone, électricité...*», rappelle-t-on au secrétariat général de la zone de défense de la Préfecture de police, qui tient à préciser que les scénarios de l'exercice, pour bluffant de réalistes qu'ils soient, ne sont que des hypothèses de travail. Il n'est pas possible, en effet, de tout anticiper et planifier, un tel événement naturel comportant beaucoup d'imprévus.

La simulation consistera essentiellement en un exercice sur table, l'ensemble des acteurs com-

muniqant entre eux via un logiciel partagé de gestion de crise. Le scénario de l'exercice, qui rythmera l'activité des différentes cellules de crise, a néanmoins été élaboré à partir de faits réels et suivra une montée des eaux de la Seine, de la Marne et de l'Yonne, au rythme de 50 centimètres puis 1 mètre par jour, pour atteindre un territoire de 500 km<sup>2</sup> sous les eaux.

Ce faisant, des opérations concrètes de terrain (opération de dépollution, évacuation d'une maison de retraite, sauvetage d'une péniche...) sont aussi prévues sur différents sites en Ile-de-France au cours du week-end des 12 et 13 mars, au moment du pic de crue théorique. «*L'objectif majeur de Sequana est de tester la capacité de réaction des différents opérateurs, et surtout à se coordonner*, explique le préfet de police, Michel Cadot. *Car si la plupart ont conçu un plan de continuité d'activité en cas de crue, l'interdépendance de tous ces plans n'a jamais été travaillée. Cette capacité sera éprouvée en phase de crue comme en phase de décrue, de retour à la normale.*»

L'exercice a aussi pour vocation de sensibiliser les populations au risque d'inondation. «*L'objet n'est pas de créer de l'anxiété*, précise Michel Cadot, *mais de favoriser une prise de conscience du risque, d'inciter les habitants à prendre la mesure des conséquences d'une crue majeure et s'y préparer.*» Au cours du week-end des 12 et 13 mars, le public pourra ainsi assister aux différentes manœuvres réelles. Et un site d'information sera aménagé sur le Champ-de-Mars, où un film en 3D de simulation d'inondation sera diffusé et des ateliers et des jeux permettront de tester sa vulnérabilité à la crue. ■

LAETITIA VAN ECKHOUT